

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 26/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE PROVENCALE

Montpins
66600 Espira-De-L'agly

Réf : 2025-042-PR
Code AIOT : 0006601405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 sur la carrière de roche massive à ciel ouvert que la société PROVENÇALE exploite lieu-dit « Montpins » à Espira-de-l'Agly (66600).. L'inspection a été annoncée le 03/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, qui prévoit une visite annuelle de cette carrière classée prioritaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE PROVENCALE
- Montpins 66600 Espira-de-l'Agly
- Code AIOT : 0006601405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PROVENÇALE exploite lieu-dit « Montpins », sur le territoire de la commune d'Espira-de-l'Agly, une carrière à ciel ouvert de roche massive (calcaires blancs). La première autorisation d'exploiter cette carrière a été délivrée par arrêté préfectoral du 04/11/1977. Par la suite, l'exploitation de la carrière a été renouvelée pour une nouvelle période d'exploitation de 30 ans par arrêté préfectoral du 04/02/2004, complété et modifié par arrêtés préfectoraux du 12/05/2005 et

du 03/02/2006. L'arrêté préfectoral du 03/02/2006¹ constitue le texte de référence pour cette exploitation.

En septembre 2016 la société PROVENÇALE a déposé un dossier de demande de modification du plan d'exploitation qui a été pris en compte par arrêté préfectoral complémentaire du 28/12/2016. Enfin, par arrêté préfectoral complémentaire du 30/11/2023, le montant des garanties financières liées à l'exploitation de la carrière a été actualisé.

La superficie autorisée est de l'ordre de 117 ha, la production maximale annuelle de 850 000 tonnes et la période d'exploitation actuelle de la carrière arrive à échéance le 04/02/2034.

Il s'agit de la principale carrière du département en termes de production annuelle.

La société PROVENÇALE est spécialisée dans la fabrication, pour l'industrie de charges minérales au carbonate de calcium. Elle exploite deux autres carrières sur ce même gisement de calcite, à savoir, la carrière de la Narède sur le territoire de la commune de Tautavel et la carrière « Nau Bouques » sur le territoire des communes de Tautavel et Vingrau.

Le produit issu de l'exploitation des trois carrières est traité dans l'usine d'Espira-de-l'Agly apparemment également à la société PROVENÇALE. Dans cette usine, il est procédé à des mélanges entre les différentes veines et gisements des 3 sites d'exploitation pour obtenir une blancheur constante du produit final.

Le gisement de calcaire permettant la fabrication de charges minérales est surmonté par une importante couche de matériaux altérés. La société PROVENÇALE commercialise ces matériaux comme granulats dont elle sous-traite l'exploitation et la gestion à des entreprises extérieures intervenant sur le site.

La carrière de roche massive (calcaires blancs) de Montpins est exploitée depuis le haut du gisement, en gradins successifs (comparables à des marches d'escalier). Actuellement, l'extraction se poursuit dans 2 fosses distinctes de forme conique, d'un diamètre de l'ordre de 400 m et une profondeur de l'ordre de 100 m. Au terme de l'exploitation les 2 fosses se rejoindront pour n'en former plus qu'une.

La partie du gisement permettant de fabriquer des charges minérales pour l'industrie est surmontée d'une importante couche de matériaux altérés. La société PROVENÇALE commercialise également ces matériaux sous forme de granulats dont elle confie l'exploitation et la gestion à des entreprises extérieures intervenant sur le site.

Les matériaux extraits de la carrière sont abattus à l'explosif.

La partie de ces matériaux utilisés dans la fabrication de produits pour l'industrie sont repris à la pelle hydraulique avant d'être chargés dans des tombereaux pour être transportés jusqu'à une première installation de traitement de matériaux implantée sur le site. En sortie de cette première installation de traitement, ils rejoindront l'usine de traitement d'Espira-de-l'Agly, située à 9 km de la carrière.

Les matériaux non valorisables pour le secteur de l'industrie sont concassés par des entreprises extérieures à l'aide d'un concasseur mobile. Les granulats issus de cette opération sont repris à la chargeuse et stockés sur une zone dédiée située à proximité, en attente de leur enlèvement par les camions des clients des entreprises extérieures.

La carrière de Montpins relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2510-1	A	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	-	Sans seuil	850 000 t./an max
2515-1a	E	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes a) Supérieure à 200 kW	puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation	200 kW	1 200 kW
2517.2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Surface de l'aire de transit	10 000 m ²	50 000 m ³ par antériorité

* A = autorisation, E = enregistrement, D = déclaration, DC = déclaration avec contrôle périodique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Notice précisant les mesures de maîtrise des émissions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
7	Emissions de poussières dans les rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 3.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Mesure des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, articles 9.2.2 & 9.3.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Suivi de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, articles 4.1.1 & 9.2.3 & 9.3.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Utilisation des explosifs	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 8.2.8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Audit des prescriptions de l'arrêté d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 9.4.4
2	Bilan d'exploitation et de remise en état	Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, articles 9.4.3.1 & 1.4.2
3	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
5	Prévention des envols de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
6	Dispositions pour les produits fins	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce contrôle l'inspection des installations classées a relevé 5 écart réglementaire nécessitant la réalisation de corrections par l'exploitant.

Les écarts constatés ne présentant pas de risque imminent pour l'environnement, l'inspection des installations classées propose à la préfecture d'adresser un courrier de suite à la société PROVENÇALE afin de lui demander de réaliser les corrections demandées **sous un délai de 3 mois** et de lui transmettre sous le même délai les justificatifs de la mise en œuvre de ces corrections.

En l'absence de la transmission du plan dans le délai fixé, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer à Monsieur le Préfet d'autres suites administratives à l'encontre de la société PROVENÇALE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit des prescriptions de l'arrêté d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 9.4.4
Thème(s) : Autre, Audit des prescriptions de l'arrêté d'autorisation
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 2 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. [...)
Constats : L'exploitant présente le résultat du dernier audit des prescriptions réalisé le 13/12/2024 en interne. Cet audit fait ressortir quelques non-conformités à savoir : <ul style="list-style-type: none">• nécessité de mettre à jour les capacités des rubriques 2515 et 2517 ;• résultats des émissions sonores en dépassement, une nouvelle mesure est prévue en 2025 ;• le bilan environnement est incomplet pour ce qui concerne le report des informations sur la consommation d'eau (complément prévu sur le rapport 2025) ;• absence de mesure en continue des rejets canalisés (PAC prévu en 2025) ;• absence d'établissement du bilan quinquennal de la 4ème période d'exploitation. Les actions correctives sont planifiées sur le rapport d'audit. L'exploitant précise que l'audit couvre également les AMPG relatifs aux rubriques 2515, 2517 et 2760 ainsi que l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bilan d'exploitation et de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, articles 9.4.3.1 & 1.4.2
Thème(s) : Autre, Bilan d'exploitation et de remise en état
Prescription contrôlée : Article 9.4.3.1 L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur compétent et indépendant un bilan d'exploitation et de remise en état à la fin de chaque période quinquennale prévue au chapitre 1.4 du présent arrêté. Ce bilan doit notamment mentionner les écarts par rapport : <ul style="list-style-type: none">• au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit dans le dossier de demande d'autorisation ;• au calcul des garanties financières en référence à l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;• aux prescriptions du présent arrêté et notamment du chapitre relatif à la remise en état ;• au plan de restauration spécifique établi pour la période quinquennale. Article 1.4.2 Le montant minimum des garanties financières pour la période de cinq ans à compter de la date du présent arrêté, est fixé dans le tableau ci-dessous : Du 04/02/2024 au 04/02/2029 : 1 686 600 k€

Constats :

L'exploitant présente le document d'actualisation du calcul des GF pour la période en cours 2024 / 2029.

Ce document analyse les écarts entre le projet Phase 4 (02/2019 -> 02/2024) et la situation de l'exploitation des 5 dernières années.

Cette analyse fait ressortir quelques écarts par rapport au prévisionnel mais sans remise en cause des modalités d'exploitation.

Le document propose un nouveau calcul des GF sur la base de la situation réelle et des prévisions pour les 2 prochaines et dernières phases, en intégrant également l'évolution de l'indice TP01.

L'acte de cautionnement pour la phase en cours (1 686 600 € TTC), période 2024 – 2029 a été adressée à l'administration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15

Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

La dernière mise à jour du plan d'exploitation datée du 10/02/2025 sur un fond topo relevé le 06/01/2025 est présenté.

Le relevé est réalisé par photogrammétrie à l'aide d'un drone.

L'inspection a vérifié par sondage que le plan fait apparaître les mentions indiquées à l'article 15 et en particulier les surfaces réaménagées, les limites du site avec le positionnement des bornes, les courbes de niveaux, les niveaux d'altitude.

L'exploitant précise que l'état de la clôture est également vérifié par drone et présente le résultat du dernier contrôle qui prend la forme d'un plan où sont reportés les poteaux au sol ou penchés, les fils détendus ou au sol... Les réparations sont réalisées en suivant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Notice précisant les mesures de maîtrise des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Notice précisant les mesures de maîtrise des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés : <ul style="list-style-type: none">• les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;• la liste des pistes revêtues ;• les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;• les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus.
Constats : L'exploitant présente le « Plan de surveillance des émissions de poussières et notice des mesures pour réduire l'impact sur l'environnement lié à la rubrique 2515 » (document daté du 17/06/2024, version 12, 32 pages). Ce document couvre les 3 sites d'exploitation (Montpins, La Narède et Naubouques) L'inspection a vérifié par sondage que la notice fait apparaître les mentions indiquées à l'article 6 et en particulier les modalités d'approvisionnement et d'expédition (§III-A), la liste des pistes revêtues (§III-B), les dispositions en matière d'arrosage (§III-C). Au cours de la visite de terrain, réalisée un jour de vent modéré (Tramontane de 35 km/h), l'inspection a signalé plusieurs points d'émissions de poussières (jetées de tapis, stocks piles) significatives. <i>Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :</i> La notice précisant les mesures de maîtrise des émissions de poussière doit être complétée afin de justifier que les mesures de réduction des émissions de poussières mise en place en fonction des différentes sources identifiées sont aussi efficaces et complètes que possible, sur la base de l'examen des meilleurs techniques disponibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none">• Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.

- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. Les surfaces où cela est possible sont végétalisées. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

Constats :

L'inspection a constaté que les pistes suivantes sont revêtues :

- piste entre l'entrée du site et l'installation fixe de chargement de produits inférieur à 5mm (« filler »)
- piste entre l'entrée du site et l'installation fixe de chargement de produit pour l'alimentation de l'usine (« silo pierre »)

L'exploitant confirme que la piste passant devant le « grand merlon » entre l'entrée du site et la zone entre les fosses de Montpins et « l'Armée » est également revêtue.

Les autres pistes sont arrosées en tant que de besoin à l'aide d'une arroseuse remplie par le forage interne au site. Le site n'est pas équipé de système d'aspersion automatique.

Cf demande formulée au point de contrôle n°4 : l'exploitant doit justifier que les mesures en place concernant la réduction des émissions de poussières résultant de la circulation sont *aussi efficaces que possible*.

L'exploitant précise que la piste interne revêtue entre la sortie de la carrière et les zones en exploitation et les stockages couvrent une distance supérieure à 500 m ce qui permet de préserver des dépôts de boues et matériaux sur les voies de circulation publique (D12 - Route de Vingrau). De ce fait il n'a pas été jugé utile d'équiper le site de dispositif de lavage des roues.

L'inspection n'a pas constaté de dépôt de boues sur la voie publique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions pour les produits fins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions pour les produits fins

Prescription contrôlée :

Pour les produits de faible granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire. »

Constats :

L'exploitant présente la consigne interne qui prévoit que :

- si la carrière reçoit un produit inférieur à 5mm (retour d'une citerne refusée par un client avec un produit issu de la carrière...), le camion doit être bâché ou la citerne fermée ;
- pour les expéditions de produits inférieur à 5mm, les camions doivent être bâchés ou citernes fermées. Un portique pour arroser les bennes en sortie du site est disponible afin de limiter les envols sur la route.

L'inspection n'a pas constaté de non-conformité concernant le transport d'éléments fin au cours de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Émissions de poussières dans les rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières dans les rejets canalisés
Prescription contrôlée : Article 3.2.1 Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. La concentration pour les poussières des rejets canalisés doit être inférieure à 30 mg/Nm ³ (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température, 273 Kelvin, et de pression, 101,3 kilopascals, après déduction de la vapeur d'eau, gaz sec). Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures. En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm ³ . En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause. Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure. Article 9.2.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques canalisés Les concentrations en poussières des rejets canalisés sont mesurées en continu. Les rejets canalisés de poussières sont contrôlés au moins une fois par an par un organisme agréé, et selon des méthodes normalisées. Ces contrôles porteront sur les concentrations, les débits et les flux.
Constats : Le « Plan de surveillance des émissions de poussières et notice des mesures pour réduire l'impact sur l'environnement lié à la rubrique 2515 » (cf point de contrôle n°4), précise l'emplacement des rejets canalisés. 4 rejets canalisés sont recensés : <ul style="list-style-type: none">• Bâtiment du concasseur primaire, criblage décroûtage (2 rejets)• Bâtiment du broyeur secondaire (2 rejets) Les résultats (rapport en cours de rédaction) du contrôle du 06/01/2025 (pour la campagne 2024 en retard) sont présentés par l'exploitant. Les prélèvement et analyses ont été réalisés par l'APAVE. Les résultats portent sur les concentrations gaz sec, les débits et les flux massiques. Les résultats font apparaître une non-conformité pour le rejet secondaire n°2 : 36,4 mg/Nm ³ pour une VL de 20 mg/Nm ³ . L'inspection note que les valeurs sont très faibles pour les 2 rejets du primaire. A la demande de l'inspection les résultats de la campagne 2023 sont présentés. Ces résultats font ressortir un dépassement important ; 532 mg/Nm ³ et 344 mg/Nm ³ pour les rejets du secondaire n°1 et n°2. L'exploitant ne peut aisément justifier des mesures correctives mises en place à la suite de ce constat. L'inspection rappelle qu'en cas de dépassement de la valeur de 500 mg/Nm ³ en poussières, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Par ailleurs les rejets canalisés ne sont pas équipés de dispositif permettant la mesure en continu des concentrations en poussières. Cette non-conformité a été relevée lors de l'audit interne, l'exploitant proposant de déposer un PAC en 2025 afin de demander la suppression de cette obligation et la remplacer par une surveillance visuelle du rejet.

Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :

L'inspection confirme la nécessité de disposer d'un moyen permettant de mesurer la concentration en poussière dans les rejets canalisés afin en particulier de pouvoir mesurer et justifier, en application de l'article 41-a) de l'AMPG du 26/11/2012 relatif à la rubrique 2515, que les teneurs en poussières de l'air rejeté en dépassement de la VL 20 mg/Nm³, sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

L'exploitant doit mettre en place un moyen de traçabilité afin pouvoir justifier aisément les mesures correctives mises en place à la suite des non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Mesure des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, articles 9.2.2 & 9.3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des retombées de poussières

Prescription contrôlée :

Article 9.2.2. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Les retombées de poussières dans l'environnement devront être évaluées mensuellement sur six points au moins judicieusement répartis suivant la direction des vents, les sources d'émission de poussières et les « cibles » susceptibles d'être affectées par les poussières. Deux capteurs seront placés en bordure du vignoble, au plus près des installations, de part et d'autre de l'entrée de la carrière.

Les appareils de mesures seront constitués par des collecteurs de précipitation ou par des plaquettes de dépôt dont l'implantation et l'exploitation seront conformes aux normes en vigueur (respectivement NF X 43-006 et NF X 43-007).

L'implantation et l'exploitation de ce réseau de mesure doit être confiées à un organisme agréé à cet effet par le ministère de l'environnement.

Une convention doit être établie entre l'organisme et l'exploitant.

Ce réseau doit être exploité conformément aux procédures qualité en vigueur au sein du dispositif français de surveillance de la pollution atmosphérique.

Les données ainsi produites devront être communiquées à la banque nationale de données sur la qualité de l'air selon les formats préconisés par L'ADEME.

Article 9.3.2.2

Les résultats des mesures de retombées de poussières précisant la position des points de prélèvement et les raisons de leur choix ainsi que les conditions d'arrosage au moment des prélèvements, sont transmis à l'inspecteur des installations classées dans le rapport environnement annuel. Cette transmission sera accompagnée si nécessaire d'un commentaire indiquant, notamment en cas de dépassement des valeurs limites, les moyens mis, ou qui seront,

mis en œuvre pour limiter les émissions de poussières.
<p>Constats :</p> <p>Le « Plan de surveillance des émissions de poussières et notice des mesures pour réduire l'impact sur l'environnement lié à la rubrique 2515 » (cf point de contrôle n°4), présente l'emplacement des 5 jauges OWEN en remplacement des 6 plaquettes de poussière.</p> <p>Cette implantation est justifiée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • J1 référence ; • J2 sous la Tramontane en limite de la partie nord de l'exploitation ; • J5 sous la Tramontane en limite de la partie sud de l'exploitation ; • J4 sous la tramontane dans le prolongement des jauges J2 et J5, à proximité des habitations (type b) ; • J3 sous la Tramontane à environ 600 m dans le prolongement de la J2 pour mesurer la décroissance de l'empoussièrement. <p>Ces jauges sont suivies par ATMO Occitanie.</p> <p>Les résultats de 2019 à 2024 (T3) ne font pas apparaître de dépassement pour l'objectif minimal en moyenne glissante pour la jauge de type b.</p> <p>L'inspection note toutefois que les moyennes glissantes sont proches de l'objectif minimal fixé à 500 mg/m²/j (> 470 mg/m²/j pour T3 2022 et T4 2023) et les valeurs trimestrielles dépassent régulièrement cette valeur de 500 mg/m²/j.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de signalement des riverains concernant les émissions de poussières.</p> <p><i>Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :</i></p> <p>En complément de la demande au point de contrôle n°4 « Notice précisant les mesures de maîtrise des émissions de poussière » et sans attendre un éventuel dépassement de la moyenne glissante des retombées de poussières, l'exploitant doit vérifier la mise en œuvre des MTD et justifier que les mesures de réduction des émissions de poussières sont aussi complètes et efficaces que possibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Suivi de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, articles 4.1.1 & 9.2.3 & 9.3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Sans préjuger des dispositions du décret du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau, les prélèvements d'eau sont faits à partir du Forage de la carrière de 240 m de profondeur avec un débit maximum de 5 m³/h.</p> <p>L'installation de prélèvement doit être munie d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>Article 9.2.3. Relevé des prélèvements d'eau</p>

Le dispositif de mesure totalisateur de l'installation de prélèvement d'eau est relevé mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre.

Article 9.3.2.3. Prélèvements d'eau

L'exploitant fait figurer dans le rapport environnement annuel un bilan des consommations d'eau en précisant les principaux usages.

Constats :

La carrière et l'installation de traitement et transit de matériaux d'Espira-de-l'Agly, fait partie de la zone d'alerte « Agly aval ».

Ce secteur est concerné par les niveaux de gestions suivants :

- arrêté préfectoral du 15/06/2022 : niveau Vigilance ;
- arrêté préfectoral du 14/11/2022 : niveau Alerte ;
- arrêté préfectoral du 23/02/2023 : niveau Alerte renforcée ;
- arrêté préfectoral du 09/05/2023 : niveau Crise.

Le dernier AP du 29/10/2024 a confirmé le niveau de crise.

L'exploitant est autorisé à prélever de l'eau à partir d'un forage interne de 240 m de profondeur pour un débit de 5 m³/h. L'arrêté ne fixe pas de limite journalière, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle.

L'exploitant présente le registre mensuel de consommation d'eau prélevé sur le forage qui fait ressortir une consommation de 13411 m³ pour l'année 2021, 12815 m³ pour l'année 2022, 9056 m³ pour l'année 2023 et de 8730 m³ pour l'année 2024.

Le prélèvement d'eau total annuel sur 2021 et 2022 étant supérieur à 10000 m³, l'arrêté ministériel « sécheresse » du 30/06/2023 est applicable.

La comparaison des consommations 2023 et 2024 par rapport au volume de référence, qui est pour la crise actuelle le volume prélevé en 2022, fait ressortir une réduction de la consommation de 30 %.

L'arrêté d'autorisation ne fixe pas de mesure particulière en cas de sécheresse mais renvoie aux dispositions générales. Les arrêtés préfectoraux successifs pris dans le cadre la gestion actuelle de la sécheresse depuis le 15/06/2022 préfectoral impose aux exploitants (article 5.2) de limiter au maximum la consommation est de tenir un registre hebdomadaire.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

- le registre de consommation d'eau doit être tenu avec une fréquence hebdomadaire afin de pouvoir détecter rapidement toute anomalie sur la consommation d'eau et le volume journalier doit être déclaré sur GIDAF ;
- les mesures de réduction de la consommation d'eau prise afin de limiter au strict nécessaire les besoins en eau doivent être précisées dans une consigne ;
- une information spécifique doit être prévue et régulièrement renouvelée auprès du personnel afin de s'assurer du respect de la consigne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Utilisation des explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2006, article 8.2.8
Thème(s) : Risques accidentel, utilisation des explosifs
Prescription contrôlée : L'utilisation des explosifs se fera suivant un plan de tir. Ce plan de tir et la mise en œuvre des explosifs sur le chantier prendront en compte les effets des vibrations et l'impact sonore. Les vibrations mécaniques devront respecter les prescriptions du chapitre 6.3 du présent arrêté. Le plan de tir mentionnera en particulier, la profondeur et le diamètre de foration, la maille, la charge d'un trou, la charge de la volée d'allumage et la charge totale maximale du tir. L'exploitant prendra toutes les dispositions utiles lors des tirs pour assurer la sécurité du personnel et la sécurité publique.
Constats : L'exploitant présente l'organisation de la carrière concernant l'utilisation des explosifs. 7 agents sont titulaires de la certification CPT et 5 agents ont suivi la formation « maîtrise du minage et conception du tir ». Le plan de foration est établi par le mineur en lien avec la géologue et après examen du front de taille. Le foreur note directement sur le plan de foration les anomalies éventuelles relevées lors de la foration. Un des mineurs ayant suivi la formation spécifique conception de tir élabore le plan de tir sur lequel sont notamment mentionnés les éléments prévus à l'article 8.2.8 (profondeur et diamètre de foration, maille, charge d'un trou, charge de la volée d'allumage et charge totale maximale du tir). Les modifications de la charge type induites par les anomalies détectées lors de la foration sont mentionnées sur le plan de tir. En illustration l'exploitant présente la fiche de plan de foration, la fiche de plan de tir et le bon de commande du tir du 29/01/2025. <i>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</i> <ul style="list-style-type: none">• Les charges totales théoriques par type d'explosif et commandées devraient être mentionnées sur le plan de tir afin de pouvoir plus aisément vérifier la cohérence avec le bon de commande ;• le plan de tir doit faire l'objet d'une validation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois